



**Marché classifié T.S  
SANS détention d'ISC**

Affaire suivie par :  
Sylvie COCHET  
Domaine Logistique et Travaux  
Tél : 01.69.26.64.75  
Courriel : sylvie.cochet@cea.fr

**TRAVAUX MULTI-TECHNIQUES (MTT) SUR LE  
SITE CEA/DAM ILE DE FRANCE DE  
BRUYERES-LE-CHATEL (CEA/DIF)**

**Projet d'Accord-cadre CEA/DIF n° DLT-B24-06230-SC**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - MODALITES DE CONSULTATION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU CEA.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10 - CONTROLES TECHNIQUES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 - MODIFICATION DES TRAVAUX AU TITRE DES COMMANDES SUBSEQUENTES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 - ARRETS DE CHANTIER .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 20 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 21 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 22 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 23 - ASSURANCE DE LA QUALITE .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 24 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION.....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 25 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 26 - PENALITES.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 27 - RESILIATION .....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 2 - MODELE DE CHIFFRAGE POUR LA REPONSE AUX CONSULTATIONS .....</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 3 - TABLEAU RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE.....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE 4 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE 5 - CONVENTION D'HEBERGEMENT.....</b>	<b>47</b>
<b>ANNEXE 6- FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX.....</b>	<b>52</b>
<b>ANNEXE 7 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>53</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

- 1.1** Le présent Accord-cadre définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de **Travaux Multi-Techniques (MTT)**, ci-après désignée « les Travaux », sur le site CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Travaux sont réalisés pour le compte du Département sécurité, technique et gestion / Service technique et logistique (DSTG/STL).

- 1.2** Le présent accord-cadre s'exécute dans le cadre d'une multi-attribution auprès de trois titulaires. Lors de chaque consultation spécifique, une remise en concurrence auprès de tous les titulaires de l'accord-cadre est effectuée, dans les conditions définies au présent accord-cadre. Le présent accord-cadre s'exécute par le biais de marchés subséquents.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

- 2.1** Les dispositions du présent accord-cadre et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Plan contractuel de sécurité Réf U003 OS DIF dans sa version applicable,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CSTG) référencé CEA/DIF/DSTG/STL DO 149 du 05/03/2025,
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CSTP) spécifiques à chaque corps d'état (CE), référencés :
  - pour le CE 01 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 150 du 05/03/2025,
  - pour le CE 02 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 151 du 05/03/2025,
  - pour le CE 03 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 152 du 05/03/2025,
  - pour le CE 04 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 153 du 05/03/2025,
  - pour le CE 05 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 154 du 05/03/2025,
  - pour le CE 06 : CEA/DIF/DSTG/STL DO 155 du 05/03/2025.
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS**

**3.1** Le présent accord-cadre s'applique aux opérations de travaux multi-techniques d'un montant compris entre **25 000 € HT et 300 000 € HT, par commande subséquente.**

**3.2** Les Prestations se décomposent comme suit:

**3.2.1. Des prestations forfaitaires de Management, pilotage et suivi de l'accord-cadre:**

Les prestations forfaitaires de ~~Management, pilotage et suivi~~ de l'accord-cadre sont détaillées au CSTG (§ 4.2) mentionné à l'Article 2 supra et sont décomposées en deux postes:

- Poste 1 : les prestations inhérentes à la phase d'appropriation et de préparation. Ce poste doit permettre au Titulaire de prendre en compte les particularités organisationnelles et sécuritaires applicables au centre CEA/DIF et relatives au bon déroulement du présent accord-cadre, et notamment :
  - les modalités d'intervention (§ 4 du CSTG),
  - la mise en place de la structure organisationnelle et technique pour réaliser l'accord-cadre (§ 4.2 et 4.3 du CSTG),
  - la réalisation des formalités administratives nécessaires au démarrage des prestations (§ 4.2 et 4.3 du CSTG) .

Par ailleurs, il permet au CEA de lancer les premières consultations subséquentes. Dans ce cadre et dans les limites de cette phase, le Titulaire doit être en mesure de :

- Réceptionner les consultations,
- Réaliser les visites de site dans le cadre de ces consultations,
- Soumettre ses offres techniques et financières.

L'ensemble des titulaires du présent accord-cadre est tenu de réaliser ces actions durant la phase d'appropriation. Il est cependant précisé qu'aucun chantier ou prestation d'études associée à des Travaux ne peuvent démarrer durant cette phase d'appropriation.

- Poste 2 : les prestations inhérentes à la phase opérationnelle de réalisation des Travaux. Les prestations comprennent notamment :
  - l'encadrement, l'organisation, la coordination, le suivi de la réalisation et le contrôle des différents Travaux (§ 4.2 du CSTG et 5.6 , 6.2.1.1 et 7),
  - la planification et le suivi de l'accord-cadre et des commandes subséquentes (§ 4.2 du CSTG),
  - la participation aux réunions de pilotage de l'accord-cadre (§ 4.2, 6.1, 7.3.2 du CSTG),
  - la fourniture et la mise à jour des livrables attendus au titre de l'accord-cadre (§ 4.2 , 6.2 et annexe 4 du CSTG),
  - l'établissement des offres dans le respect des délais (§ 5.3 du CSTG),
  - le cas échéant, les visites des lieux suite à la réception d'une expression de besoin du CEA (§ 5.2 du CSTG).

**3.2.2. Des prestations à la demande du CEA**

Ces travaux concernent des travaux Tous Corps d'Etat compris entre 25 000 € HT et 300 000 € HT, décomposés comme suit :

- **Généralités** : préparation et suivi du chantier, études d'exécution, nettoyage en cours et en fin de chantier, évacuation des déchets, Opérations Préalables à la Réception (OPR), fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés.

- **Corps d'Etat 01 (CE 01)**: travaux d'électricité Courants Forts (CFO), Courants Faibles Industriels (CFI) et Sécurité (CFS),
- **Corps d'Etat 02 (CE 02)**: travaux de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC), Fluides et Plomberie (P),
- **Corps d'Etat 03 (CE 03)**: travaux de gros-œuvre (GO), génie-civil (GC), maçonnerie et terrassement,
- **Corps d'Etat 04 (CE 04)**: travaux de peinture, revêtements de sols et revêtements muraux,
- **Corps d'Etat 05 (CE 05)**: travaux de menuiseries bois, cloisons, faux planchers et faux plafonds,
- **Corps d'Etat 06 (CE 06)**: travaux de menuiseries métalliques et de serrureries.

Le périmètre technique de chaque corps d'état est détaillé dans les CSTP référencés supra.

## **ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

### **4.1 Au titre du présent accord-cadre**

4.1.1. Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter de la date de la réunion d'enclenchement (T0), qui est fixée par le CEA dans un délai maximum de 3 semaines après la notification par le CEA.

4.1.2. Le présent accord-cadre se déroule en deux phases :

- une phase d'appropriation et de préparation (T0 + 2 mois=T1), relatif au poste 1

La durée de cette phase est de deux mois à compter de la réunion d'enclenchement (T0) et doit permettre au Titulaire de prendre en compte les particularités définies à l'Article 3 mentionné supra.

- une phase opérationnelle de réalisation des Travaux (T1 + 46 mois au plus tard), relatif au poste 2 et aux prestations à la demande

La phase opérationnelle prend effet à la fin de la phase d'appropriation et de préparation du présent accord-cadre jusqu'au parfait achèvement des Travaux.

Elle correspond à la période d'exécution par le Titulaire des Travaux, selon les modalités techniques définies par le CEA dans chaque commande subséquente. Durant cette phase, les titulaires sont remis en concurrence à chaque survenance de besoin par le CEA. Le Titulaire s'engage à réaliser les Travaux qui lui sont confiés dans le cadre de marchés subséquents.

4.1.3. Les commandes subséquentes peuvent être notifiées uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Aucune commande subséquente d'une durée d'exécution supérieure à 6 (six) mois ne pourra être passée par le CEA dans les 2 (deux) mois précédents la date d'échéance de l'accord-cadre.

4.1.4. Le phasage de l'accord-cadre est donc le suivant:

**Durée de l'Accord-cadre : 48 mois fermes**



2 mois	46 mois	+ 4 mois
<b>Prestations forfaitaires du Poste 1</b>  Phase d'appropriation et de préparation	<b>Prestations forfaitaires du Poste 2</b>  <b>Et</b>  <b>Prestations à la demande</b>  Phase opérationnelle de réalisation des Travaux	Fin d'exécution des commandes subséquentes

#### 4.2 Au titre de chaque commande subséquente

Chaque commande subséquente est conclue à compter de sa date de notification par le CEA au Titulaire et expire à l'achèvement de tous les Travaux incombant au Titulaire. La durée et les délais de réalisation des Travaux sont précisés dans cette dernière, conformément au planning des Travaux proposé par le Titulaire dans son offre et validé par le CEA.

### **ARTICLE 5 - MODALITES DE CONSULTATION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU CEA**

Le déroulement d'une intervention est décrit dans le chapitre 5 du CSTG mentionné à l'Article 2 supra.

#### 5.1 Consultation des titulaires par le CEA

Pour chaque commande subséquente, objet du présent accord-cadre, le CEA adresse un « dossier de consultation » à l'ensemble des titulaires conformément aux dispositions de l'article 5 du CSTG, comprenant notamment :

- la référence du présent accord-cadre,
- la référence de la consultation et la date d'émission,
- les coordonnées de l'interlocuteur technique CEA,
- le cas échéant, les dates de visite,
- le délai de réponse requis, par défaut **10 jours ouvrés**, sauf si la complexité ou l'urgence des Travaux amèneraient le CEA à ajuster ce délai,
- une expression de besoin spécifique ou un cahier des charges, en fonction de la complexité des prestations attendues,
- le cas échéant, les conditions particulières, notamment :
  - le niveau de protection du secret requis,
  - les éventuelles interfaces,
  - les contraintes d'intervention spécifique.

#### 5.2 Réponse du Titulaire au CEA

Le Titulaire accuse réception par mail de la réception du « dossier de consultation » dans un délai de deux (2) jours ouvrés et prend contact au plus tôt avec le CEA pour l'organisation pratique de la visite, le cas échéant.

Le délai de remise des offres est calculé à compter de la date d'envoi par mail du « dossier de consultation » par le CEA.

Le Titulaire répond à chaque « dossier de consultation » en adressant une offre valable 6 mois a minima.

Si le Titulaire ne peut remettre une proposition dans les délais impartis, **il doit obligatoirement en informer le CEA par écrit en précisant les raisons de son déclin dans ce même délai.**

Au titre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à un taux annuel de réponses conformes de 80 % (QUATRE-VINGTS POUR CENT) minimum aux différentes consultations envoyées par le CEA.

Si le récapitulatif annuel fait apparaître un taux de remise de devis inférieur à 80 %, le CEA pourra être amené à appliquer les pénalités définies dans le présent accord-cadre (cf. article 26).

Le Titulaire doit étudier, avec soin, l'expression de besoin et s'enquérir de tout renseignement nécessaire auprès du CEA avant la remise de son offre qui doit être forfaitaire. Le Titulaire est responsable des quantités (mètres) prévues au titre de son offre et notamment d'éventuelles erreurs. Une fois l'offre remise au CEA, le Titulaire est réputé avoir la totalité des données d'entrée et ne peut, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des prestations jugées utiles à la parfaite et complète exécution de sa prestation.

L'offre du Titulaire comprend une proposition technique détaillée et une offre financière. L'offre transmise est impérativement conforme aux exigences de la consultation.

Le Titulaire doit faire apparaître sur son offre :

- la référence de l'accord-cadre,
- la référence de la consultation et la date d'émission,
- les coordonnées de l'interlocuteur technique CEA,
- la localisation des travaux (Bâtiment, Niveau, Zone, Locaux),
- la date de remise de l'offre,
- les coordonnées du responsable des travaux désigné pour l'affaire et de l'interlocuteur prévue comme interface avec le CEA pour l'exécution de la commande subséquente concernée.

#### 5.2.1. L'offre financière

Le montant de l'offre financière doit répondre aux exigences de l'expression de besoin, ou du cahier des charges et être décomposé comme suit :

- une part ferme, d'un montant forfaitaire et ferme,
- le cas échéant, une part optionnelle, d'un montant forfaitaire et ferme, en fonction de la demande énoncée dans le dossier de consultation.

Le Titulaire doit établir son offre financière telle que définie à l'article 14.2 « Constitution des montants des commandes subséquentes », sur la base des conditions tarifaires définies en annexe 1 et suivant le modèle présenté en annexe 2 du présent accord-cadre, en indiquant notamment :

- les prix BATIPRIX retenus et leur volumétrie,
- les lignes du BPU retenues et leur volumétrie,
- et dans la limite de l'article 14.3 infra:
  - le cas échéant, les taux journaliers, le volume journalier et les approvisionnements,
  - le cas échéant, les frais applicables aux travaux particuliers correspondant aux lieux d'intervention,
  - le cas échéant, les coefficients de peines et soins et/ou de sous-traitance définis dans l'accord-cadre.

L'utilisation par le Titulaire d'un coefficient de peines et soins ou de sous-traitance (article 14.3) impose au Titulaire de remettre une copie :

- Au moment de la remise de son offre, du devis du fournisseur ou sous-traitant potentiel,
- Au moment de la réception, de la facture d'achat correspondante.

### 5.2.2. L'offre technique

L'offre technique du Titulaire doit contenir *a minima*:

- une reformulation de l'expression de besoin montrant sa compréhension et la description des moyens mis en œuvre (compétences, etc.),
- la description technique des solutions proposées (caractéristiques techniques des produits et matériels envisagés, conditions particulières de réalisation, limitation des nuisances, gestion des déchets ...),
- un planning prévisionnel d'exécution détaillé, précisant les différentes durées des Travaux (études, fabrication, approvisionnement, travaux et montage, essais, OPR et réception) accompagné d'une justification du phasage envisagé notamment entre les différents corps de métier, les délais d'approvisionnement et les délais de réalisation. Le planning proposé débute à T1 + jours / mois suivant l'affaire, T1 étant la date de la notification ou la date de la réunion de lancement de la commande subséquente, précisé dans le dossier de consultation,
- l'énoncé des livrables à remettre,
- le cas échéant, l'identification des fournitures et/ou prestations sous-traitées et les justificatifs associés,
- Éventuellement, les « dispositions qualité et environnement » si elles sont spécifiques par rapport au PAQP et mémoire environnemental déjà fournis par le Titulaire.

### 5.3 Critères de sélection

Le CEA analyse l'offre de chaque titulaire en fonction des critères suivants :

- le prix (50%),
- la valeur technique et les moyens organisationnels (50%).

D'autres critères de sélection ou une pondération différente peuvent être appliqués. Ils sont, le cas échéant, précisés dans le dossier de consultation envoyé par le CEA aux titulaires.

### 5.4 Notification de la commande subséquente

Après analyse, le CEA adresse au Titulaire le mieux-disant une commande subséquente qui mentionne, *a minima* :

- le numéro de la commande subséquente (n°4600xxxxxx) et la référence du présent accord-cadre (n°520000xxxx),
- la référence de l'expression de besoin spécifique relative à la commande subséquente,
- le niveau de protection du secret de la commande subséquente,
- le lieu de réalisation des Travaux et, le cas échéant, le matériel<sup>1</sup> mis à la disposition du Titulaire,
- le calendrier détaillé et le délai global de réalisation des Travaux,
- les conditions de réception des Travaux,
- le montant de la commande subséquente et l'échéancier de facturation.

Le CEA informe les titulaires du résultat de la consultation.

---

<sup>1</sup> MATERIEL est un terme générique désignant les moyens (locaux et équipements éventuels, données, programmes, documentations, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation notifiée.



## **ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **6.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Travaux, objet du présent accord-cadre, sont exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Ils sont exécutés sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire n'est pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

### **6.2 Conflit d'intérêts**

En raison de la teneur des prestations, le Titulaire ne peut se voir attribuer de marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d'intérêts.

### **6.3 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire**

#### *6.3.1. Accès à la Zone Entreprise*

Le CEA donne accès au Titulaire à la Zone Entreprise à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre conformément aux dispositions de l'annexe 4 au présent accord-cadre.

#### *6.3.2. Mise à disposition d'un local*

Le CEA met à la disposition du Titulaire un local de service à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre conformément aux dispositions de la convention d'hébergement (cf. annexe 5 du présent accord-cadre). Toute interruption de ce dernier pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, met fin automatiquement à cette mise à disposition.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les Parties, est réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du présent accord-cadre. Le Titulaire doit réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'absence de mise à disposition de moyens par le CEA au Titulaire n'impacte pas la réalisation des Travaux.

#### *6.3.1. Accès aux réseaux informatiques CEA*

Le Titulaire doit se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/DIF. Si besoin, le CEA peut accorder au Titulaire un accès aux réseaux du CEA/DAM classifiés de défense, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Cet accès se traduit par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des Prestations. Le Titulaire doit fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte. L'exécutant des Prestations doit présenter le profil nécessaire, en particulier en ce qui concerne son habilitation au niveau **Très Secret**.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations à l'ensemble des textes en vigueur et au Cahier des Charges, jusqu'au prononcé de la réception du présent accord-cadre.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses

manquements, le présent accord-cadre peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

Les règles d'utilisation des systèmes d'informations sur l'établissement CEA/DIF spécifiques au présent accord-cadre sont précisées par le Plan contractuel de sécurité.

#### 6.3.2. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre sont fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui sont à la charge du Titulaire.

#### 6.3.3. Dosimétrie

Le CEA fournit la dosimétrie opérationnelle aux personnes intervenant en zone réglementée. En cas de non-restitution ou de constat de dégradation du DOSICARD en fin de Travaux, le CEA appliquera une pénalité s'élevant à 300 € par DOSICARD.

### 6.4 Matériel et outillage

Le Titulaire affecte tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

#### 6.4.1. Prêt de matériel et outillage par le CEA

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » des CGA, le Titulaire s'engage à fournir la totalité du matériel nécessaire à l'exécution des Travaux.

#### 6.4.2. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournit l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

Le Titulaire fournit également les équipements spécifiques de protection individuelle contre l'exposition interne et l'exposition externe et les vêtements de travail et de protection contre la contamination.

#### 6.4.3. Evacuation du matériel et outillage

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger le matériel et l'outillage utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Toute sortie de matériel est soumise aux contrôles réglementaires en vigueur sur le site du CEA/DIF, en particulier par le Service de protection contre les rayonnements (SPR), et faire l'objet d'une attestation de contrôle radiologique, et/ou, le cas échéant, d'un bordereau d'évacuation.

Le retour à une utilisation conventionnelle de ce matériel et/ou de cet outillage, utilisé dans une installation nucléaire de base est subordonné à l'autorisation du CEA. Cette autorisation ne pourra être donnée que si ce matériel est exempt de contamination.

La sortie de matériel déclaré contaminé, sous la responsabilité du Titulaire, ne pourra être acceptée par le CEA que si l'activité résiduelle est fixée et si la destination finale est une autre installation nucléaire de base ou un local adapté, faisant au moins l'objet d'une déclaration à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) ou à la DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement), pour recevoir du matériel issu de chantier d'assainissement.

Les opérations de nettoyage et de décontamination de l'ensemble du matériel propriété du Titulaire sont à la charge de ce dernier. Si les niveaux de contamination ne permettent pas d'effectuer ces opérations localement dans de bonnes conditions de sécurité, appréciées par le SPR, le matériel déclaré contaminé devra rester sur le site du CEA/DIF.

Au cas où la contamination de ce matériel n'incomberait pas au Titulaire, hors contaminations prévisibles compte tenu de la nature et de la localisation des travaux tels que décrits dans l'expression de besoin de chaque commande subséquente, le CEA s'engage à racheter le matériel à sa valeur d'immobilisation résiduelle à la date de fin de l'accord-cadre sur présentation des justificatifs (achat et amortissement) par le Titulaire.

## **6.5 Travaux ou modifications sur les installations existantes**

Pendant l'exécution du présent accord-cadre, le CEA peut être amené à confier à un tiers la réalisation de travaux ou de modifications sur une ou plusieurs installations existantes, entrant dans le champ d'action du Titulaire.

Dans ce cas, le Titulaire conserve toute la responsabilité quant à la disponibilité des matériels et à la continuité des Travaux.

Dans le cas où l'importance de ces travaux le justifie, le CEA et le Titulaire conviennent de se rencontrer afin de définir et de porter par écrit les responsabilités de chacune des Parties.

## **6.6 Obligations des Parties et contrôle d'exécution**

### **6.6.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire apporte tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des Travaux qui lui sont notifiés au titre du présent accord-cadre.

Il informe le CEA de tout événement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des Travaux sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

Le Titulaire s'oblige :

- à conformer ses ressources aux Travaux qui lui seront confiés et aux priorités qui lui seront indiquées par le CEA, et notamment à affecter à leur exécution un personnel suffisant en nombre, en qualification et en compétences,
- à désigner un responsable unique qui sera le correspondant permanent du CEA et qui aura la responsabilité du suivi du présent accord-cadre,

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des Travaux. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité.

De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténuent en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire tient à disposition du CEA toute information ou documentation se rapportant aux Travaux.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CSTP référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

### **6.6.2. Obligations du CEA**

Le CEA s'engage :

- à communiquer au Titulaire, par l'intermédiaire de son responsable désigné dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, tous les moyens, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des travaux,
- à dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé,
- à désigner un interlocuteur pour chaque commande subséquente ainsi qu'un responsable principal pour le suivi du présent accord-cadre qui seront les correspondants du Titulaire.

## 6.7 Habilitations professionnelles

Les dispositions relatives aux habilitations professionnelles du Titulaire sont décrites au chapitre 6 « Sécurité – Sureté nucléaire – Radioprotection » des CGA, et concernent notamment :

- l'article 13.3 « Obligations générales du Titulaire - Formation, qualification, habilitation et autorisation »,
- l'article 14.1 « Mesures de prévention -Mesures de préventions préalables à l'exécution du Marché ».

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de conserver ses habilitations professionnelles sur toute la durée du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des Travaux, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur le site et signaler toute modification intervenant en cours de l'accord-cadre. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causées par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité de suspendre à tout moment l'exécution de la commande subséquente concernée et/ou du présent accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, la commande subséquente concernée et/ou le présent accord-cadre peut être résilié(e) de plein droit, aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités pour le Titulaire.

## 6.8 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

## 6.9 Réunions de suivi

La réalisation des Travaux donne lieu à des réunions de suivi d'exécution, détaillées dans le CSTG mentionné à l'article 2 supra, entre les responsables désignés par chacune des Parties, a minima :

### Au titre présent accord-cadre :

- A T0 : une réunion d'enclenchement de l'accord-cadre,
- une réunion d'inspection commune,
- des réunions trimestrielles pour le suivi de l'accord-cadre,
- des réunions de sécurité et spécifiques (techniques, organisationnelles, ...) autant que de besoin, à la demande d'une des Parties,
- une réunion de bilan annuel pour faire le point sur les travaux réalisés, sur les éventuelles difficultés rencontrées et sur les propositions d'amélioration.

### Au titre de chaque commande subséquente :

- une réunion de démarrage de la commande subséquente,
- des réunions de chantier, avec une fréquence à déterminer avec le Chargé de Travaux CEA lors de la réunion de démarrage de la commande subséquente,
- des réunions d'inspections communes, de sécurité ou techniques autant que de besoin, à la demande d'une des Parties.
- une réunion de fin de Travaux, qui pourra se dérouler en simultané avec la réception de la commande subséquente.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établit un compte rendu qu'il transmet au CEA dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de la réunion, pour approbation préalable avant diffusion.

#### 6.10 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent accord-cadre, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

### **ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE**

**7.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent accord-cadre, à remettre au CEA l'ensemble des documents listés dans le CSTG (annexe 4) et rappelés en annexe 3 du présent accord-cadre.

**7.2** Les documents remis au CEA doivent être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers doivent pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

Tous les plans sont réalisés en DAO sur le logiciel AUTOCAD selon la charte graphique du STL définissant entre autres les cartouches, les symboles etc. En cas de modification de logiciel ou de montée de version, le CEA informe le Titulaire un mois avant pour qu'il puisse prendre en compte les évolutions.

**7.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent accord-cadre ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

### **ARTICLE 8 - INTERLOCUTEURS**

#### **8.1 Interlocuteurs au titre de l'accord-cadre**

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA : **Prénom NOM (Fonction)**    xx xx xx xx xx    xxxxxxxx.xxxx@xxxx
- pour le Titulaire : **Prénom NOM (Fonction)**    xx xx xx xx xx    xxxxxxxx.xxxx@xxxx

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

## **8.2 Interlocuteurs au titre des commandes subséquentes**

Le CEA et le Titulaire s'engagent à désigner un interlocuteur technique pour chaque commande subséquente.

## **ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours ouvrés avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant :

- le formulaire DC4 ou DAST dûment complété et signé,
- les attestations de déclaration et de paiement des impôts et cotisations sociales permettant de justifier la situation du candidat au 31 décembre de l'année précédente, fournies séparément, ou une copie de l'état annuel des certificats reçus (ou formulaire NOTI2),
- les attestations d'assurance civile et professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité,
- une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise,
- la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire,
- la copie du contrat de sous-traitance,
- la copie de la caution bancaire établie de l'entrepreneur principal au sous-traitant (sauf si une délégation de créance a été mise en place),
- la copie de l'attestation d'habilitation à la protection du secret (si la prestation sous-traitée le requiert),
- un RIB (en cas de paiement direct).

## **ARTICLE 10 - CONTROLES TECHNIQUES**

**10.1** Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

**10.2** Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des Travaux qu'il aura réalisé, établis par un organisme agréé. Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

## **ARTICLE 11 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS**

Les dispositions relatives aux contrôles, au montage sur le site du CEA, à la mise en service industrielle et aux essais sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

---

En fin de montage, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

## **ARTICLE 12 - RECEPTION ET GARANTIE**

**12.1** Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

### **12.2 Au titre des commandes subséquentes**

#### *12.2.1. Opérations Préalables à la Réception*

Le Titulaire informe le CEA de l'achèvement de ses Travaux, y compris de ses propres contrôles et essais. Il remet le DOE provisoire à cette occasion.

Le CEA, ou son représentant, et le Titulaire réalisent contradictoirement les opérations préalables à la réception (vérification des caractéristiques de l'ouvrage réalisé, contrôles et essais de fonctionnement, etc.). Dans le cas où le Titulaire se voit signifier la constatation d'essais infructueux, l'absence des performances des matériels exigibles au titre des documents de référence du marché subséquent et/ou de l'accord, les OPR ne sont pas prononcées.

A l'issue des Opérations Préalables à la Réception, le CEA fait connaître au Titulaire s'il propose ou non une visite de réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date qu'il a proposée de retenir.

L'absence de remise d'un DOE provisoire peut constituer un motif de refus de réception.

#### *12.2.2. Réception*

La réception opère transfert de propriété sous réserve des dispositions de l'article 12.2 des CGA du CEA.

La réception est prévue à la fin des Travaux et fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 7 au présent accord-cadre).

Si les OPR sont satisfaisantes, le Titulaire remet au pilote de travaux au plus tard 15 jours ouvrables après la fin des OPR le DOE final.

Le CEA prononce, à l'issue de la transmission du DOE, la réception des Travaux dans les conditions des articles 30 à 35 des conditions générales d'achats du CEA.

#### *12.2.3. Levée des réserves*

Le Procès-verbal de réception liste l'ensemble des réserves émises par le CEA lors de la réception des Travaux. En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, et sauf mention de durée spécifique indiquée sur celui-ci par le pilote de travaux, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée. Passé ce délai, le CEA peut procéder ou faire procéder aux Travaux de levée des réserves aux frais et risques du Titulaire défaillant.

## **ARTICLE 13 - MODIFICATION DES TRAVAUX AU TITRE DES COMMANDES SUBSEQUENTES**

**13.1** Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du marché subséquent et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché subséquent concerné.



**13.2** Pendant l'exécution de chaque commande subséquente, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché subséquent. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

**13.3** Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 6 du présent accord-cadre.

#### **13.4 Pour les études**

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des Travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

#### **13.5 Pour les travaux**

Pour chaque Fiche de Modification, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis forfaitaire du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des pourcentages de remise sur le BATIPRIX (cf. annexe 1 du présent accord-cadre),
- application des prix unitaires (BPU) des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (cf. annexe 1 du présent accord-cadre),
- application des taux horaires par qualification définis par le présent accord, aux quantitatifs acceptés par le CEA, (cf. annexe 1 du présent accord-cadre),
- le cas échéant, application des taux de majoration relatifs aux travaux particuliers réalisés dans des zones d'intervention spécifiques (cf. annexe 1 du présent accord-cadre).

Sans indication contraire du CEA, le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de **10 jours ouvrés** à compter de la date de notification desdites fiches.

Les chiffrages présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur la commande subséquente concernée.

Chaque chiffrage fait l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire doit engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

#### **13.6 Modalités de notification des modifications**

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, la référence du devis du Titulaire, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par courrier sur la base des éléments financiers qu'il aura transmis dans le cadre de l'instruction des FM.

Le Titulaire ne peut engager aucune prestation sans accord préalable écrit du CEA, sous peine de non prise en charge des dépenses correspondantes.



**13.7** Des modifications ne peuvent être prises en compte financièrement au titre de chaque commande subséquente que dans la limite du montant plafond défini à l'article 3 du présent accord-cadre (soit 300 000€ HT par commande subséquente).

Les incidences financières (en plus ou en moins) des modifications prises en compte font l'objet d'un avenant à la commande subséquente concernée, qui permettent les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance de la commande subséquente.

Dans le cas d'un avenant, ce dernier regroupe toutes les fiches de modification qui ont recueilli l'accord sans réserve du CEA et du Titulaire et est établi au plus tard à l'échéance de la commande subséquente concernée.

## **ARTICLE 14 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### **14.1 Montant**

Le montant de l'accord-cadre **pour l'ensemble des titulaires**, établi aux conditions économiques **du mois et année de remise de l'offre**, est plafonné à la somme de **15 000 000 € HT (QUINZE MILLIONS EUROS HORS TAXES)** pour la durée des accord-cadre (cf article « Durée – Délais d'Exécution de l'accord-cadre »).

### **14.2 Montant des Prestations forfaitaires :**

Le montant des prestations forfaitaires de **Management, pilotage et suivi de l'accord-cadre** s'élève à la somme forfaitaire et révisable de **XXXXX,XX € HT (XXXX EUROS HORS TAXES)**, décomposée comme suit :

- **Poste 1 : Phase d'appropriation et préparation**: un montant forfaitaire et ferme de **XXXXX,XX € HT**,
- **Poste 2 : Phase opérationnelle de réalisation des Travaux**: un montant forfaitaire et révisable de **XXXXX,XX € HT**, calculé sur la base d'un forfait trimestriel de **XXXX,XX € HT**.

### **14.3 Constitution des montants des commandes subséquentes**

Le montant des commandes subséquentes notifiées au titre du présent accord-cadre est calculé **par ordre de priorité** sur la base du BATIPRIX, puis des bordereaux de prix unitaires (BPU), puis des taux journaliers et le cas échéant des frais applicables aux travaux particuliers et/ou coefficients de peines et soins, présentés en annexe 1 du présent accord-cadre.

#### **14.3.1. BATIPRIX**

Les remises consenties **sur les paramétrages initiaux** du BATIPRIX **Web, millésime de l'année en cours**, sont présentés en annexe 1 du présent accord-cadre.

#### **14.3.2. Bordereaux de Prix Unitaires**

Les BPU sont présentés en annexe 1 du présent accord-cadre.

Le CEA se réserve la faculté d'intégrer au présent accord-cadre des nouveaux prix unitaires. Chaque prix est alors négocié entre les Parties sur la base notamment des devis proposés sur la période écoulée. Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix unitaires existants et les montants du présent accord-cadre. Cette intégration relève de la seule décision du CEA sur la base d'un devis et est formalisée par une lettre de fonctionnement.

#### 14.3.3. Références hors BATIPRIX et BPU

Les références spécifiques demandées par le CEA au titre d'une commande subséquente, non référencées dans le BATIPRIX et/ou non indiquées au BPU, feront l'objet d'une cotation sur devis, sur la base :

- du montant des fournitures auquel est appliqué le coefficient de peines et soins, présenté en annexe 1 du présent accord-cadre
- des taux journaliers, présentés en annexe 1 du présent accord-cadre,
- le cas échéant, des frais applicables aux travaux particuliers et/ou coefficient de peines et soins, présentés en annexe 1 du présent accord-cadre.

**La part du chiffrage sur devis (fourniture/main d'œuvre) ne doit pas excéder 20% du montant total du chiffrage.**

Cette limite ne s'applique pas sur les seuls périmètres suivants :

- Fabrication de produits manufacturés sur mesure (coffrets ou armoires électriques, armoire automate, centrale incendie, centrale gaz).
- Fourniture de machines spéciales pour la production de froid, de ventilation ou électrique (Groupe froid, centrale ou unité de traitement d'air, onduleurs) ou d'équipements spécifiques (boîtier de contrôle d'accès).
- Autorisation explicite du CEA dans l'expression de besoin ou le cahier des charges compte tenu de la nature des prestations.

#### 14.4 Frais de déplacement

Le Titulaire prend à sa charge les frais de déplacement de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du Centre CEA/DAM Ile de France.

#### 14.5 Régime fiscal

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

### **ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX**

**15.1** Les prix des références BATIPRIX visés à l'article 14.2.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre.

Ils sont révisés annuellement par la publication d'une nouvelle référence BATIPRIX.

**15.2** Les prix (hors BATIPRIX) visés à l'article 14 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mois et année de remise de l'offre.

Ils sont révisables annuellement au mois anniversaire de l'accord-cadre. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation. La révision des prix ne s'applique pas aux coefficients de peines et soins et de sous-traitance.

Au-delà de ce délai, aucune révision de prix ne sera acceptée par le CEA avant la prochaine date anniversaire de l'accord-cadre.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P0 (0,15 + 0,85 \times \frac{Indice 1}{Indice 10})$$

dans laquelle :

- P = prix révisé,
- P0 = prix initial pour la première révision, puis dernier prix révisé,
- Indice 10 = valeur de l'indice BT01 "tous corps d'état" (identifiant INSEE : 001710986 publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE), pour le mois et année de remise de l'offre, pour la première révision, puis dernière valeur retenue,
- Indice 1 = valeur de ce même indice, à la date de la demande de révision des prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 16 - ARRETS DE CHANTIER**

### **16.1 Définitions**

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Sont exclues du champ d'application du présent article toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire, y compris celles ayant fait l'objet d'une notification par le CEA ainsi que les jours de fermeture du CEA/DIF fixés au début de chaque année, notamment les jours fériés, les deux semaines de fermeture programmées aux mois d'août et de décembre (généralement prévues en semaine 33 et 52) et la fête locale.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis supérieur ou égal à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier programmé.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis strictement inférieur à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier inopiné.

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel. A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié dans la notification de l'Arrêt de chantier.

### **16.2 Indemnisation des frais de main d'œuvre**

Quelle qu'en soit sa durée, un Arrêt de chantier programmé ne donne pas lieu à indemnisation des frais de main d'œuvre du Titulaire.

En cas d'Arrêt de chantier inopiné, l'indemnisation forfaitaire des frais de main-d'œuvre sera due au Titulaire, sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent accord-cadre :

- pendant 5 jours ouvrés à compter de la date d'arrêt effective du chantier,
- et dans la limite de 7 jours calendaires à compter de la notification de l'Arrêt de chantier par le CEA, dans le cas où cette notification intervient avant l'arrêt effectif du chantier.

Cette indemnisation est calculée sur la base des taux journaliers définis à l'annexe 1 du présent accord-cadre.

### **16.3 Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel**

Tout Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel donne lieu à indemnisation du Titulaire pour l'immobilisation de son matériel (sur la base des taux journaliers d'immobilisation définis à l'annexe 1 du présent accord).

### **16.4 Arrêts de chantier avec repli du matériel**

Tout Arrêt de chantier avec repli du matériel donne lieu à application de frais de démobilisation du matériel du Titulaire sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent accord.

Lorsque la notification du repli de chantier intervient en cours d'Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel, l'indemnisation du Titulaire lié au matériel immobilisé est interrompue à compter du lendemain de la date de notification.

### **16.5 Reprise des Travaux**

Quel que soit le type d'Arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des Travaux interrompus :

- pour un arrêt avec immobilisation inférieur ou égal à 5 jours ouvrés : au plus tard, 1 jour ouvré après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec immobilisation strictement supérieur à 5 jours ouvrés : au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec repli de chantier : au plus tard 2 semaines calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux.

En cas de reprise de travaux suite à un arrêt avec repli du matériel, la remobilisation du matériel donne lieu à application de frais de remobilisation sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent accord.

La reprise des travaux est constatée conjointement par un procès-verbal indiquant la durée effective de l'arrêt.

## **ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **17.1 Conditions de facturation**

#### *17.1.1. Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,

- le n° complet du présent accord-cadre soit 5200XXXXXX (= numéro d'engagement),
- **Pour les prestations forfaitaires** : le n° complet de la commande subséquente associée aux prestations forfaitaires pour la durée de l'accord-cadre, soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- **Pour les commandes subséquentes relatives aux prestations à la demande**: le n° complet de la commande subséquente, soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé de l'accord-cadre,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. chaque commande subséquente).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : [cea-dam-demat@cea.fr](mailto:cea-dam-demat@cea.fr)

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

#### 17.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### 17.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent accord-cadre. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### 17.2 Conditions de facturation/paiement des prestations forfaitaires : management, pilotage et suivi de l'accord-cadre

#### 17.2.1. Poste 1 : Phase d'appropriation et de préparation

Le montant du poste 1 du présent accord-cadre est facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- 100% du montant HT, à la réception prononcée sans réserve par le CEA des prestations et livrables associés énoncés à l'annexe 3 du présent accord-cadre, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties;

### 17.2.2. Poste 2 : Phase opérationnelle de réalisation des Travaux

Le montant du poste 2 du présent accord-cadre est facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- 100% du montant HT du forfait trimestriel, sous réserve de la réalisation de l'ensemble des prestations attendues et de leur réception prononcée sans réserve par le CEA, et de la remise des livrables associés précisés à l'Annexe 3 du présent accord-cadre, sur procès-verbal contradictoire de réception signé par les Parties.

Sans préjudice de l'application de l'Article 26.2 ci-après, en cas de réalisation partielle des prestations attendues, le CEA se réserve le droit de prononcer une réception partielle, formalisée par un PV de réception partielle et régler le montant des prestations au prorata des prestations constatées.

### **17.3 Conditions de facturation des Prestations à la demande (commandes subséquentes)**

Le montant de chaque commande subséquente est facturé selon l'échéancier défini dans chacune d'elle, en fonction de la réalisation et de l'acceptation du CEA des Prestations et des livrables transmis. Aucun paiement en acompte ne pourra être accepté.

A défaut de mention dans la commande subséquente, la facturation se fait à 100% après réception par le CEA des Travaux.

## **ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

## **ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET**

*L'accord-cadre est un accord-cadre classifié de niveau **Très Secret (TS)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.*

**19.1** En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre de l'accord-cadre, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;

- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

- 19.2** Pour exécuter l'accord-cadre, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci est résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

- 19.3** Les personnels participant à la réalisation de l'accord-cadre et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution de l'accord-cadre et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution de l'accord-cadre. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par l'accord-cadre.

- 19.4** Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

- 19.5** L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

- 19.6** Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées de l'accord-cadre, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 19.7** Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées de l'accord-cadre. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

- 19.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit de l'accord-cadre, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

## **ARTICLE 20 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Certains Travaux peuvent être réalisés dans le cadre de l'application de la loi n° 91-1418 du 31/12/1993. Cette prescription est alors mentionnée dans la consultation concernée. Dans ce cas :

Les dispositions relevant de cette mission sont définies par le coordonnateur dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de Santé (PGCSPS), qui régit de plein droit les Travaux objet du présent accord.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris, en accord avec le CEA, toute disposition nécessaire au respect des textes précités, tant au niveau de la phase conception qu'à celui de la réalisation.

Le Titulaire agit en concertation avec le coordonnateur. En particulier, il lui donne accès à toutes les réunions qu'il organise et lui envoie, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission de coordination, toutes les études qu'il a réalisées. Il agit également en concertation avec le coordonnateur pour arrêter les mesures d'organisation générale du chantier.

Le Titulaire tient compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la phase études que de la réalisation de l'ouvrage.

Le cas échéant, le Titulaire est avisé que le volume prévisionnel du chantier nécessite la création d'un Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), avant l'ouverture du chantier. En conséquence, le Titulaire doit s'assurer qu'il est fait mention dans les contrats de travaux de l'obligation de participer au dit Collège, dont le règlement est un des éléments du GPCSPS.

## **ARTICLE 21 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.



## **ARTICLE 22 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS**

### **22.1 Protection de l'environnement**

Les dispositions relatives à la protection de l'environnement sont décrites au chapitre 10.6 du CCTG référencé supra.

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique environnementale du site et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute pollution de l'environnement.

Dans son rapport annuel, le Titulaire doit fournir son bilan environnemental comprenant notamment les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation et le bilan des émissions de gaz à effet de serre (cf § 22.3 du présent accord-cadre).

### **22.2 Gestion des déchets**

Les dispositions relatives à la gestion des déchets et des effluents sont décrites au chapitre 10.6 du CCTG référencé supra.

Elles comprennent notamment les modalités de collecte et traitement des déchets, d'enlèvement des gravois liés aux travaux et d'évacuation des déchets dangereux vers les exutoires appropriés.

Le Titulaire garantit pendant toute la durée de l'accord-cadre, *a minima* :

- la conformité réglementaire de son processus de gestion des déchets et effluents,
- la valorisation maximale des déchets collectés,
- la réalisation obligatoire du tri sélectif et du suivi quantitatif des déchets,
- la sensibilisation de son personnel à la bonne gestion des déchets.

Le Titulaire doit assurer la traçabilité de l'élimination des déchets générés par le chantier, et fournir systématiquement au pilote de travaux les attestations correspondantes : bons de pesée, Bordereau de Suivi des déchets Dangereux (BSD) ou autre justificatif. En l'absence de justificatif, des pénalités peuvent être appliquées au Titulaire.

Dans son rapport annuel, le Titulaire doit fournir son bilan de gestion des déchets, comprenant notamment les taux de valorisation et de réemploi.

### **22.3 Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé**

Le Titulaire, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification de l'accord qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification de l'accord pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés ci-dessus, dans un délai de six mois maximum à compter de la notification de l'accord, des pénalités seront appliquées.

## **ARTICLE 23 - ASSURANCE DE LA QUALITE**

Le Titulaire doit établir un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Travaux.

---

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Travaux par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent accord. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent accord peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

## **ARTICLE 24 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION**

### **24.1 Audit de l'accord-cadre**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

### **24.2 Inspection**

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

### **24.3 Droit d'accès**

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution de l'accord-cadre.

### **24.4 Obligations à transférer**

Le Titulaire doit inclure dans les contrats avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

## **ARTICLE 25 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

## **ARTICLE 26 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

### **26.1 Pénalités applicables au présent accord-cadre**

#### *26.1.1. Pénalités applicables aux prestations de Management, pilotage et suivi de l'accord-cadre*

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés aux articles 4, 5, 6 et 7 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'Article 24 des CGA, le tableau ci-dessous définit les facteurs générateurs de pénalités:

<b>Libellé</b>	<b>Unité d'application de la pénalité</b>	<b>Montant (en € HT)</b>
Absence non justifiée > 3 jours du Responsable Technique des Prestations du Titulaire (RTP) <b>et</b> de son suppléant, ne permettant plus de réaliser les missions d'encadrement, de suivi et de contrôle des différents travaux et ne permettant pas de répondre aux besoins contractuels de l'accord-cadre	Par occurrence	500
Retard dans la fourniture du dossier <del>complet</del> et/ou demande d'habilitation du sous-traitant déclaré et/ou de ses intervenants	Par jour ouvré	250
Retard dans la remise des certifications (Certification amiante sous-section 4, CEFRI)	Par jour ouvré	100
Non remise du planning détaillé bi-mensuel des Travaux en cours	Par jour ouvré	300
Planning détaillé bi-mensuel mal renseigné, incomplet ou inexploitable	Par occurrence	300
Retard dans la remise du bilan trimestriel ou du rapport d'activité annuel	Par jour ouvré	150
Non remise du bilan trimestriel ou annuel	Par occurrence	800
Retard dans la remise de l'offre financière et technique des consultations de demandes de Travaux	Par jour ouvré	50
Retard dans la remise des livrables demandé avant chaque réunion	Par jour ouvré	100
Absence de fourniture annuelle des documents contractuels mis à jour : plan de contrôle global, catalogue méthodique, PAQP et documents d'application, bilan environnemental.	Par occurrence	500
Retard non justifiée à la réunion trimestrielle ou annuelle	Par ¼ d'heure	100
Absence non justifiée à la réunion trimestrielle ou annuelle	Par occurrence	500

Libellé	Unité d'application de la pénalité	Montant (en € HT)
Non-respect du calcul ou absence de transparence des indicateurs qualité (cf. article 26.1.4),	Par occurrence	500
Intervention d'un sous-traitant non-déclaré	Par occurrence	500
Non-respect des prescriptions relatives à la protection de l'environnement (réglementation et exigences environnementales décrites au CSTG)	Par occurrence	500
Retard dans la publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 22.3 supra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification de l'accord	Par jour ouvré	50

#### 26.1.2. Mesures en cas de non-respect du seuil de réponse aux consultations

Si le récapitulatif annuel du CEA fait apparaître un taux de remise de chiffrage conforme (tel que défini à Article 5.2 supra) inférieur à 80%, alors le CEA pourra appliquer par occurrence au Titulaire une pénalité selon les conditions suivantes :

Taux annuel de réponses au chiffrage	De 79% à 70%	De 69% à 40%	<40%
Montant de la pénalité par occurrence/par année	5 000 € HT	15 000 € HT	35 000 € HT

Seules sont comptabilisés pour le seuil de réponse annuel aux consultations, les propositions techniques et financières remises dans les délais fixés par le CEA et qui répondent à toutes les exigences attendues au titre de la consultation (critères, prestations et livrables). Elles doivent être crédibles, justifiées et pertinentes pouvant éventuellement permettre au Titulaire de se voir confier la prestation.

#### 26.1.3. Absence de justification pour non-réponse à une consultation

Toute absence de réponse à une consultation spécifique devra être **justifiée** et notifiée par écrit par le Titulaire. Les justificatifs d'ordre organisationnel (manque de ressources, de compétences, de qualifications ou de formation) ne seront pas acceptés par le CEA.

En l'absence de justificatif accepté par le CEA, le CEA considérera cela comme un manquement et pourra appliquer au Titulaire une pénalité d'un montant de 300 € HT par **manquement de justification**.

Conformément à l'Article 39.2 des CGA, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre, sans indemnité pour le Titulaire, à compter de 10 manquements par an.

#### 26.1.4. Non-respect des indicateurs qualité de suivi de l'accord-cadre

Les cinq « Indicateurs qualité » sont définis dans le CSTG cité à l'Article 2 supra et rappelés ci-dessous :

- **IQ1** : respect des délais de remise des offres complètes et conformes (tel que défini à Article 5.2 supra),
- **IQ2** : respect des délais de réalisation des travaux des commandes subséquentes (livraison des travaux hors DOE),
- **IQ3** : complétude des DOE dans les délais,
- **IQ4** : respect des exigences relatives à la propreté et à la sécurité,
- **IQ5** : respect des exigences Environnementales.

- Si le récapitulatif annuel de chaque indicateur qualité de IQ1 à IQ4 du CEA fait apparaître un taux de qualité inférieur à 75%, le CEA pourra appliquer au Titulaire une pénalité pour chaque indicateur selon les conditions définies dans le tableau ci-après.

Taux annuel de qualité IQ1 à IQ4	De 75% à 60%	De 59% à 30%	<30%
Montant de la pénalité par indicateurs	1 500 € HT	3 500 € HT	5 000 € HT

- Si le récapitulatif annuel de l'indicateur IQ5 est supérieur à 3 (cf article 7.3.1.5 du CSTG référence à l'Article 2 supra), le CEA pourra appliquer au Titulaire une pénalité de 3 500 € HT.

#### 26.1.5. Non-respect des conditions tarifaires relatives aux prestations à la demande

Si constatation est faite par le CEA que les conditions tarifaires sur lesquelles s'est engagé le Titulaire au titre du présent accord-cadre ne sont pas appliqués (Annexe 1), le Titulaire est passible d'une pénalité de **1 000 Euros Hors Taxes**, par occurrence, sans préjudice d'une demande de remboursement émanant du CEA.

#### 26.2 Pénalités applicables aux commandes subséquentes

Par dérogation à l'Article 24 des CGA, le tableau ci-dessous définit les facteurs générateurs de pénalités pour retard et mauvaise exécution des commandes subséquentes:

Libellé	Unité d'application de la pénalité	Montant (en € HT)
Retard dans la remise du planning de la commande subséquente	Par jour ouvré	150
Retard dans la date de démarrage des travaux spécifiée dans la commande subséquente ou date validée lors de la réunion de lancement.	Par jour ouvré	150
Retard dans le planning d'exécution des travaux et ouvrages défini dans la commande subséquente ou planning validée lors de la réunion de lancement.	Par jour ouvré	150
Retard dans la remise des livrables prévus pour chaque commande subséquente	Par jour ouvré	100
Absence de coordination des cotraitants ou sous-traitants sur un chantier	Par occurrence	300
Absence à une réunion ou un rendez-vous de chantier auquel le Titulaire a été convoqué par le CEA	Par occurrence	200
Retard dans la présentation sur le chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction et par échantillon	Par jour ouvré et par échantillon	75
Retard dans le nettoyage du chantier, du bâtiment et de l'accès durant le chantier et en fin de travaux	Par jour ouvré	150
Retard dans la fourniture du DOE	Par jour ouvré	100
Retard dans l'exécution d'une tâche située sur le chemin critique	Par jour ouvré	500

Libellé	Unité d'application de la pénalité	Montant (en € HT)
Intervention d'un sous-traitant non-déclaré	Par occurrence	500
Non signature d'un co-traitant ou sous-traitant au Plan de Prévention générique ou particulier avant intervention	Par occurrence	500
Travaux impactant la sécurité ou le fonctionnement de l'installation	Par occurrence	1 500
Constatation d'un dépôt de matériel, matériaux, gravois, déchets en dehors des zones prescrites sur le site	Par occurrence	800
Mauvaise gestion des déchets (absence de tri sélectif, non-remise des bons de pesée, mauvaise gestion des déchets amiante ou plomb ...)	Par constat	1 000
Retard dans l'évacuation des gravois et déchets et dans la remise des bons de pesée dans les délais	Par jour calendaire	150

### 26.3 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent accord-cadre, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de **1 500 euros HT** par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 6.10 « Accident du travail » du présent accord-cadre,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

### 26.4 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Travaux ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Travaux, aux frais et risques du Titulaire.

### 26.5 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

### 26.6 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

**ARTICLE 27 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le




**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**

*Les conditions tarifaires seront renseignées à la notification de l'accord-cadre sur la base de l'offre retenue*



**ANNEXE 2 - MODELE DE CHIFFRAGE POUR LA REPONSE AUX CONSULTATIONS**

	<b>vosre logo Entreprise</b>	
Référence de la DT ( <i>ici référence du scénario</i> )		
Objet de la prestation		
Localisation des travaux		
Référence de votre offre		
Date de remise de l'offre		
<b>Récapitulatif de l'offre :</b>		
<b>Désignation</b>	<b>Total HT</b>	
CE-01 Electricité		
CE-02 CVC Plomberie		
CE-03 Gros-œuvre		
CE-04 Peinture		
CE-05 Menuiserie bois		
CE-06 Menuiseries métalliques		
Réalisation et suivi de chantier		
Révision de prix 2027		
<b>Total ferme</b>	- €	
<b>Désignation</b>	<b>Total HT</b>	
PSE 1		
PSE 2		
PSE 3		
...		
...		
...		
Réalisation et suivi de chantier		
Révision de prix 2027		
<b>Total optionnel</b>	- €	
<b>Total ferme + optionnel</b>	- €	
<b>Désignation</b>	<b>Total HT</b>	<b>% de l'offre</b>
Chiffage sur Batiprix		
Chiffage sur BPU		
Chiffage hors Batiprix et hors BPU *		
Chiffage sur taux horaires		
<b>Total ferme + optionnel</b>	- €	

*\* Le Soumissionnaire devra privilégier le chiffage sur Batiprix et sur BPU. La part sur devis ne devra pas dépasser 20% du montant plafond de l'offre. Pour les périmètres techniques suivants, cette limite ne s'applique pas mais le chiffage devra être dûment justifié dans le mémoire technique :*

- Fabrication de produits manufacturés sur mesure (coffret/armoire électrique, armoire automate, centrales incendie/gaz) ;
- Machines spéciales pour la production de froid, de ventilation ou électrique (GF, CTA/UTA, onduleurs) ou d'équipements spécifiques (boîtiers contrôles d'accès).
- Autorisation explicitedu CEA sur l'expression de besoin ou le cahier des charges autorisant le chiffage sur devis au-delà des 20%, compte tenu de la nature des prestations.



**ANNEXE 3 - TABLEAU RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE****Au titre des prestations forfaitaires de management, pilotage et suivi de l'accord-cadre:**

Document	Fréquence / Délai de remise	Commentaire
<b>Poste 1 : phase d'appropriation et de préparation (Durée 2 mois)</b>		
Plan d'assurance de la qualité	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	Version initiale
Plan de contrôle global	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	Version initiale
Catalogue méthodique	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	Version initiale
Dossier administratif	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	Version initiale
Éléments de sécurité pour le plan de prévention	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	
Procédures opérationnelles et modes opératoires nécessaire au démarrage des travaux	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	Notamment les modes opératoires spécifiques : → Désamiantage → Déplombage → Chargement-déchargement
Procédures globales à la phase travaux et fournitures	Avant l'achèvement de la phase du Poste 1	
<b>Poste 2 : phase opérationnelle de réalisation des Travaux (Durée 46 mois)</b>		
Mise à jour du plan d'assurance de la qualité	A chaque évolution et <i>a minima</i> une fois par an	
Mise à jour du plan de contrôle global	À chaque évolution et <i>a minima</i> une fois par an	
Mise à jour du catalogue méthodique	À chaque évolution et <i>a minima</i> une fois par an	
Mise à jour du dossier administratif	À chaque évolution	
Mise à jour des éléments de sécurité pour le PdP générique MTT	À chaque évolution et <i>a minima</i> une fois par an	
<b>Planning général des activités</b>	<b>Dès le démarrage de la phase, puis Tous les 15 jours</b>	Avec précisions des différents jalons : depuis les études, les approvisionnements, les travaux, les OPR jusqu'à la remise finale du DOE
<b>Offres techniques et financières, conformément à l'expression de besoin du CEA et aux conditions définies à l'Article 5.2 du présent accord-cadre</b>	<b>Autant que de besoin : dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la demande du CEA</b>	Sauf spécification de délai différent dans la demande d'offre

Document	Fréquence / Délai de remise	Commentaire
Synthèse des indicateurs de suivi	Trimestriellement - 3 jours ouvrés avant la date de la réunion de suivi trimestrielle	
Documents d'application de l'assurance qualité (fiche d'écart, fiche de non-conformité ...)	En tant que de besoin	
Comptes rendus de réunion	Cinq jours ouvrés au plus tard après la date de la réunion	
Rapport trimestriel d'activité	Trimestriellement – 3 jours ouvrés avant la date de la réunion de suivi trimestrielle	
Rapport annuel d'activité	Annuellement - 3 jours ouvrés avant la date de la réunion de suivi annuelle	
Bilan environnemental	Annuellement - 3 jours ouvrés avant la date de la réunion de suivi annuelle	Actions pour la protection de l'environnement, gestion des déchets, BCGES

**Au titre des commandes subséquentes: a minima**

Document	Fréquence / Délai de remise	Commentaire
Éléments relatifs à la sécurité (compléments au PdP générique MTT, PdP particulier ou PSPS le cas échéant)	<u>Initialement</u> : dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la réception de la commande <u>Mises à jour</u> : à chaque évolution d'un des éléments	Sauf spécification de délai différent définie dans la commande subséquente
Avis techniques pour tous les ouvrages, équipements ou fournitures qui y sont soumis	Dans le délai imparti par la commande subséquente	
Bons de pesées des déchets non dangereux Bordereaux de suivi des déchets dangereux	Dans un délai de 1 mois maximum après évacuation des déchets du site	
DOE comprenant notamment : – Rapports de contrôle, Procès-Verbaux (PV) de fin de montage, de fin de travaux. – Rapports d'essais, fiches d'essais, PV d'essais, – Tout autre document spécifié dans la commande.	<u>Ouvrage/travaux courants</u> : 15 jours ouvrables maximum à compter de la réception.  <u>Ouvrage/travaux complexes</u> : 20 jours ouvrables à compter de la réception.	Sauf spécifications différentes définies dans la commande subséquente
<b>En complément</b>		
Note d'organisation pour l'intervention, incluant l'identification des intervenants	Dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la réception de la commande subséquente	Sauf spécifications de délai différent définie dans la commande subséquente
<b>Planning spécifique détaillé par DT avec les différentes étapes de l'intervention</b>	<b>Hebdomadairement</b>	– À coordonner avec le planning général des activités (Cf. livrables mission management) – format GANTT
Plans d'exécution	<u>Initialement</u> : dans le délai imparti par la commande <u>Mise à jour</u> : à chaque changement d'indice, ou correction/complément	
Notes de calcul	<u>Initialement</u> : dans le délai imparti par la commande <u>Mise à jour</u> : à chaque changement d'indice, ou correction/complément	
Fiches produit	<u>Initialement</u> : dans le délai imparti par la commande <u>Mise à jour</u> : à chaque changement d'indice, ou correction/complément	

Document	Fréquence / Délai de remise	Commentaire
Procédures spécifiques à l'intervention (propreté, méthodologie, ...)	Dans le délai imparti par la commande Ou, en cas de besoin en cours d'activité, 10 jours ouvrables avant le besoin considéré	
<b>DOE spécifique à l'intervention, comprenant, notamment :</b> Plans indicés version Tel Que Construit (TQC) Pièces écrites remises à jour, version TQC Notes techniques, fiches produits version TQC Rapports de contrôle, Procès-Verbaux (PV) de fin de montage, de fin de travaux Rapports d'essais, fiches d'essais, PV d'essais Documents de certification et de qualification de conformité des produits et équipements, qualification des automatismes PV classement feu des éléments devant assurer un coupe-feu ou une stabilité au feu, et avis techniques PV de classement acoustique des éléments devant assurer un isolement ou une correction acoustique PV de contrôles réglementaires Manuel et notices utilisateur. Manuel et notices d'entretien. Liste de pièces de rechange Tout autre document spécifié dans la commande	Ouvrage/travaux courants : 15 jours ouvrables à compter de la réception.  Ouvrage/travaux complexes : 20 jours ouvrables à compter de la réception.	Sauf spécifications différentes définies dans la commande subséquente.

## **ANNEXE 4 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE**

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le CEA permet au Titulaire d'accéder à la Zone Entreprise du centre CEA/DAM – Île de France (CEA/DIF) au sein de laquelle il dispose, à titre gratuit, précaire et révocable, d'un espace pour y établir, à ses seuls frais, des équipements à usage d'atelier, de bureau, stockage et vestiaire..

**CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

**Équipements Communs** : désigne les locaux et équipements mis à disposition des sociétés utilisatrices de la Zone Entreprises par le CEA, listés à l'article 4.3.9.

**Lieux** : désigne conjointement

- le/les **Emplacement(s)** : désigne le / les emplacement(s) mis à disposition du Titulaire et listés à l'article 4.

**Zone Entreprises (ZE)** : désigne la zone située au Sud-Est du CEA/DIF destinée à accueillir des équipements mobiles de sociétés titulaires de marchés CEA et réalisant à ce titre des prestations sur le Centre. Un plan de la Zone Entreprises est présenté à l'article 8 de la présente annexe.

### **ARTICLE 2 - OBJET**

La présente annexe a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA autorise le Titulaire à utiliser les Lieux, dans la ZE du CEA/DIF, exclusivement pour la réalisation des Travaux objet de l'accord, à titre de prêt à usage conformément aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil, à l'exclusion de toute autre activité, même temporaire, et notamment toute opération commerciale par le Titulaire

### **ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION**

#### **3.1 Durée**

La mise à disposition des Lieux prend effet:

- à compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre, pour la durée de ce dernier.

#### **3.2 Résiliation**

*3.2.1 La mise à disposition est résiliée de plein droit et sans formalité préalable au terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause.*

*3.2.2 La mise à disposition peut être résiliée à tout moment à la demande de l'une des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception.*

*3.2.3 La mise à disposition peut être résiliée de plein droit par le CEA en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent document.*

Cette résiliation deviendra effective sans aucune formalité judiciaire quinze (15) jours calendaires après l'envoi par le CEA d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte et contenant déclaration de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, à moins que, dans ce délai, le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence.

## **ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION**

### **4.1 Lieux mis à disposition**

Le / Les Emplacement(s) mis à disposition du Titulaire est / sont les suivants :

Désignation	Superficie	Raccordements
A définir lors de la réunion de démarrage		

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment l'Emplacement / les Emplacements indiqué(s) ci-dessus, par des équivalents en surface et qualité. Les Parties se rapprocheront alors pour convenir des modalités particulières du remplacement.

### **4.2 Conditions de la mise à disposition**

#### *4.2.1 Etat des lieux*

Le Titulaire prend les Lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA aucune réparation ou remise en l'état.

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie. Le Titulaire doit répondre des dégradations de son fait qui sont constatées en dehors de celle due à une utilisation normale.

Au terme de la mise à disposition pour quelque raison que ce soit, les Lieux sont remis dans leur état primitif par le Titulaire, à ses frais. La remise en état par le Titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité de la part du CEA.

#### *4.2.2 Exécution de l'accord-cadre*

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition est subordonnée à l'existence de l'accord-cadre.

La mise à disposition des Lieux et des Equipements Communs ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution de l'accord-cadre n'est ni conditionnée ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la mise à disposition.

Le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues à l'accord-cadre, en raison du remplacement les Lieux ou des Equipements Communs, ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

#### *4.2.3 Respect des prescriptions administratives et conventionnelles*

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs doivent se conformer aux lois, règlements et prescriptions en vigueur en ce qui concerne notamment la police, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le CEA ne puisse être ni recherché ni inquiété de ces chefs. Ils sont soumis à toutes les obligations qui résultent des règlements intérieurs, directives ou instructions applicables au site et à celles qui résultent des dispositions édictées pour chaque installation. Ils sont également soumis, dès son édicition, à toute nouvelle disposition ou modification des dispositions de ces normes.



Le Titulaire et le CEA conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leurs personnels respectif, d'appliquer entre eux, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, les dispositions des articles R 4511-1 et suivants du code du travail, du décret 92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs ne peuvent jouir des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition que dans la stricte limite de prescriptions internes édictées par le CEA concernant le site et/ou spécifiquement à la ZE. A ce titre, Le Titulaire s'engage expressément à respecter les Règles Générales d'Implantation de structure en ZE (SYM SS00U RQE DS- 1800 0971). Toute violation constatée par le CEA de ces règles pourra entraîner la résiliation anticipée de la mise à disposition.

### **4.3 Conditions d'utilisation**

#### *4.3.1 Usage*

L'Emplacement / Les Emplacements sont mis à disposition du Titulaire aux fins d'installation des équipements mobiles lui appartenant suivants :

- X bungalow(s) / shelters à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.];
- X conteneur(s) maritime(s) à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.].

Les équipements mobiles du Titulaire et leur implantation en ZE doivent respecter strictement les prescriptions et modalités prévues par les Règles générales d'implantation de structure en ZE.

Les raccordements des équipements mobiles aux servitudes est à la charge du Titulaire, dans les conditions précisées dans les Règles Générales d'implantation en ZE.

#### *4.3.2 Entretien des Lieux*

Le Titulaire entretient les Lieux ainsi que ses équipements mobiles qui y sont installés le cas échéant en bon état de réparation et de propreté pendant toute la durée de la mise à disposition. Toutes réparations, grosses ou menues, remplacements ou réfections qui seraient nécessaires au cours de la Convention sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire doit prévenir immédiatement le CEA des dégradations et détériorations qui sont faites dans les Lieux ainsi qu'à leurs servitude(s), en ce compris les voiries d'accès, les réseaux, les espaces verts avoisinants et qui nécessiterait l'intervention du CEA. Le Titulaire est responsable des négligences de sa part à ce sujet.

#### *4.3.3 Travaux*

Le Titulaire ne peut entreprendre de travaux dans les Lieux sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire accepte qu'il soit fait dans la ZE, dans les Lieux ou les Equipements Communs tous travaux et notamment travaux d'entretien, réparation, amélioration, reconstruction, surélévation, agrandissement, que le CEA jugerait nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Titulaire sur les Lieux resteront la propriété du CEA à son terme. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour ce chef. Le CEA pourra néanmoins exiger le rétablissement des Lieux dans leur état primitif, aux frais de le Titulaire, qu'il ait ou non autorisé lesdits travaux.

#### *4.3.4 Accès*

Le Titulaire ne peut prétendre accéder aux Lieux ou Equipements Communs en dehors des horaires d'ouverture du site CEA sauf autorisation préalable et écrite, et nécessairement exceptionnelle, du Directeur du CEA/DIF.

#### 4.3.5 Visites

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, son mandataire ou son représentant a, à tout moment, le droit de visite pour le contrôle de l'état des lieux ou du respect des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux.

#### 4.3.6 Hygiène et sécurité

Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle aux compétences des instances représentatives du personnel compétentes du CEA/DIF.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Le Titulaire participe aux exercices de sécurité prévus par le CEA sur la ZE. Il s'associera sur demande à l'analyse de ces exercices et mettra en œuvre les mesures préconisées.

Le temps passé ne pourra donner lieu à des coûts supplémentaires pour le CEA.

#### 4.3.7 Sinistre

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenue d'informer immédiatement le Chef d'installation concerné.

Par ailleurs, le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme. Le Titulaire est également tenu d'informer le Service de Santé au Travail du CEA/DIF.

#### 4.3.8 Introduction d'équipements

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF doit être conforme au plan de prévention mis en place dans le cadre de l'accord-cadre.

Tout équipement installé par le Titulaire dans les Lieux doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail. Une liste des équipements sera mise en place et tenue à jour par le Titulaire et consultable par le chef d'installation du CEA.

Le Titulaire s'engage à faire réaliser, à ses frais, les contrôles périodiques réglementaires sur les équipements. Les certificats de conformité et les rapports de visite initiale et périodique réglementaire concernant lesdits équipements doivent être consultables par le Chef d'installation de la ZE. A défaut, le CEA pourra se substituer de plein droit au Titulaire pour faire effectuer ces contrôles, aux frais du Titulaire.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à évacuer les appareils défectueux du CEA/DIF.

#### 4.3.9 Equipements Communs

Le CEA met à disposition de tous les utilisateurs de la ZE des Equipements Communs :

- un local de restauration équipé,
- des sanitaires,
- des vestiaires,
- des douches.

Les Equipements Communs sont et restent la propriété insaisissable du CEA. Ils ne peuvent être ni prêtés, ni loués, ni vendus, ni donnés en nantissement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à utiliser les Equipements Communs en professionnel précautionneux en respectant, notamment, les règlements, prescriptions, circulaires ou instructions donnés par le CEA et la documentation sur l'emploi et l'entretien courant desdits équipements.

Le Titulaire s'engage à remettre, après chaque utilisation, les Equipements Communs en l'état tel que défini par le CEA. Il s'interdit d'effectuer ou de faire effectuer des modifications sur les Equipements Communs sans l'accord préalable et exprès du CEA.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi par les Equipements Communs ou causés aux tiers par les Equipements Communs de par son fait.

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les Equipements Communs par des équivalents en surface et qualité.

#### **4.4 Jouissance**

Le Titulaire ne peut demander aucune immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du chef des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition.

Le Titulaire jouit raisonnablement des Lieux ou Equipements Communs, suivant la destination qui leur est données et dans le respect des règlements.

Le Titulaire doit se garder d'occasionner, dans les Lieux et aux Equipements Communs, aucun trouble qui soit de nature à porter préjudice au CEA ou à tout tiers.

Le Titulaire ne peut exercer aucun recours en garantie contre le CEA au cas où il serait troublé dans sa jouissance ou dans son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause.

### **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le CEA met à la disposition du Titulaire les Lieux et Equipements Communs susmentionnés à titre gracieux.

Toute consommation anormale d'électricité sera supportée par le Titulaire.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, il est prévu entre les Parties que :

- le Titulaire acquitte exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et/ou dont le CEA pourrait être responsable à titre quelconque. Le Titulaire devra en justifier à toute réquisition ;
- le Titulaire fait son affaire de tout achat de matériel de bureau, télécommunications et informatiques nécessaire à son fonctionnement, et notamment à assurer, à ses frais, la totalité des biens qu'il a installés dans les Lieux.

### **ARTICLE 6 - RESPONSABILITES - ASSURANCES**

#### **6.1 Responsabilité civile du Titulaire**

##### *6.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris*

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens de le Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre de le Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par le Titulaire, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes de l'accord-cadre, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

#### *6.1.2 Responsabilité civile non nucléaire*

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de l'accord-cadre, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

### **6.2 Assurances du CEA**

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre de Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de l'accord-cadre à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

### **6.3 Assurances du Titulaire**

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES**

### **7.1 Cession – Sous-location**

Le Titulaire ne pourra en aucun cas céder ou transférer ses droits et obligations prévus par la présente annexe à un tiers quelconque, ne fut-ce pour une brève durée et sous quelque forme que ce soit.

En particulier, il est interdit au Titulaire de concéder la jouissance des locaux, matériels ou équipements mis à sa disposition au titre de la présente annexe et de ses suites, même temporairement, à titre précaire ou gratuit et notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

### **7.2 Confidentialité**

Les dispositions du chapitre 4 des CGA sont applicables.

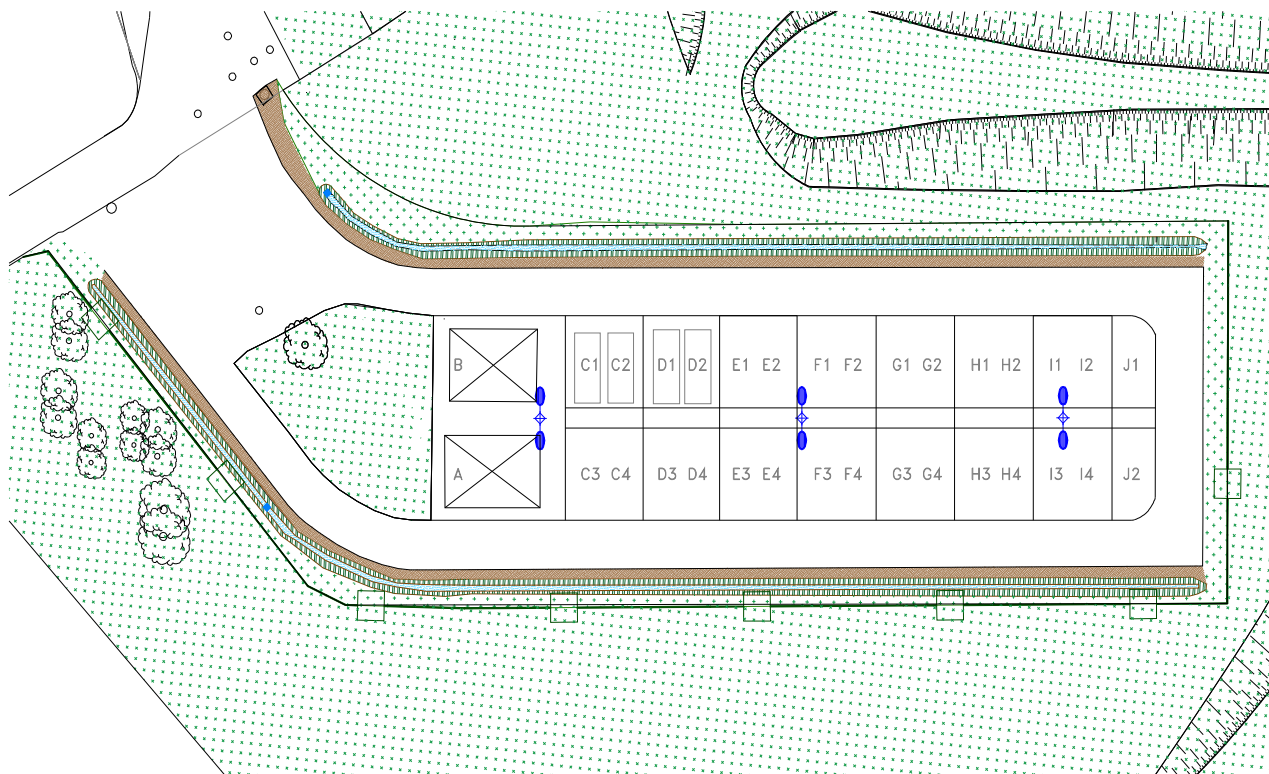
### **7.3 Renonciation**

La renonciation par l'une des Parties à l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

En aucun cas le fait que l'une des Parties s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite Partie peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

### **7.4 Invalidité d'une clause**

Si une ou plusieurs stipulations de la présente annexe étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de l'accord-cadre.

**ARTICLE 8 - PLAN DE LA ZE**

A : local Restauration

B : locaux Vestiaires/Sanitaires/Douches

C1 à J2 : Emplacements mis à disposition aux fins d'installation d'équipements mobiles

## **ANNEXE 5 - CONVENTION D'HEBERGEMENT**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente annexe valant convention d'hébergement a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA :

- met à disposition du Titulaire des locaux sur le site de Bruyères-le-Châtel,
- permet au personnel du Titulaire concerné par le présent accord-cadre, d'utiliser certains de ses services généraux.

De convention expresse entre les Parties, la présente convention est soumise aux seules dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le Titulaire ne saurait en aucun cas revendiquer le bénéfice des articles L-145-1 et suivants du code de commerce, auquel il déclare expressément renoncer.

### **ARTICLE 2 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

#### **2.1 Désignation**

Les locaux mis à disposition du Titulaire, sont indiqués à l'article 6 de la présente annexe.

Ces locaux sont alimentés en fluides divers et équipés d'un accès au réseau CEA ouvert ainsi qu'aux lignes téléphoniques nationales et internationales raccordées au réseau de l'opérateur téléphonique du CEA/DIF.

#### **2.2 Conditions de la mise à disposition des locaux**

En fonction de ses possibilités, le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les locaux indiqués ci-dessus, par de nouveaux locaux adaptés aux besoins.

Dans ce cas, un courrier définira les nouveaux locaux affectés au Titulaire.

La mise à disposition de locaux ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues à l'accord-cadre, en raison du remplacement des locaux ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

#### **2.3 Conditions d'utilisation des locaux**

Les locaux mis à disposition du Titulaire sont à usage de bureaux pour certains et à usage de laboratoires non dédiés pour d'autres. Le Titulaire s'engage à ne pas exercer dans les locaux mis à sa disposition, d'activité qui serait incompatible avec leur destination.

Le Titulaire ne peut ni modifier la disposition des lieux, ni abattre de cloison, ni percer les murs, ni entreprendre de manière générale de travaux quelconques sur les locaux mis à sa disposition sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Les demandes du Titulaire sur ce thème seront adressées au Chef d'installation du CEA responsable des locaux avec copie au responsable CEA de la bonne exécution de la présente convention. Le Chef d'installation fera part au Titulaire de la décision du CEA.

Le Titulaire devra, après accord du Chef d'installation responsable des locaux concernés et de l'Ingénieur de sécurité du bâtiment, présenter au Service technique et logistique (STL) du CEA/DIF, le Cahier des Charges qui sera soumis aux entrepreneurs et accepté par eux afin que le CEA se détermine en pleine connaissance de cause sur les travaux.



A l'expiration de l'occupation, le Titulaire devra restituer les lieux en bon état. Il devra répondre des dégradations qui seront de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des locaux. Un état des lieux sera établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie.

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, a le droit de contrôle des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux mis à disposition du Titulaire.

Le Titulaire s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences du Comité d'Hygiène et de Sécurité du Travail (CHSCT) du CEA/DIF.

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenu d'informer immédiatement le Chef d'installation des locaux.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit du Chef d'installation des locaux.

Les équipements installés par le Titulaire dans les locaux mis à sa disposition doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail.

Les certificats de conformité concernant lesdits équipements doivent être communiqués au Chef d'installation des locaux avant leur mise en service ainsi qu'après chaque contrôle périodique réglementaire que le Titulaire s'engage à faire réaliser à ses frais, par un organisme agréé.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à retirer les appareils défectueux du CEA/DIF.

## **ARTICLE 3 - PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CEA**

### **3.1 Définition**

#### *3.1.1 Transport du personnel*

Le personnel du Titulaire est autorisé à utiliser les transports en commun organisés par le CEA/DIF pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt.

#### *3.1.2 Restauration*

Le personnel du Titulaire est ponctuellement autorisé, sur avis de rendez-vous, à accéder aux restaurants du CEA/DIF.

#### *3.1.3 Surveillance FLS - Interventions*

Le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme.

La FLS se charge en outre :

- de la surveillance et du gardiennage sur l'ensemble des locaux occupés par Titulaire,
- des surveillances incendie/inondations pour les alarmes raccordées au PC,
- des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme,
- des surveillances des lignes d'appel (LD 18, coups de poing, etc.).

### **3.2 Conditions d'exécution**

Le CEA s'engage à exécuter les prestations, objet de la présente convention, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires.



L'obligation du CEA se limite à mettre à la disposition du Titulaire les prestations définies à l'article 3.1 ci-dessus, tels qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins. Son inexécution partielle ou totale ne saurait constituer pour le Titulaire une cause pour s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles telles que prévues à l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune réclamation dans le cas où les capacités des unités prestataires visées à l'article 3.1 ci-dessus ne seraient pas en mesure de satisfaire sa demande, ni pour les dommages qui pourraient résulter d'une intervention des services de sécurité du site en cas d'incident.

#### **ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Au titre du présent accord-cadre, le CEA met à la disposition du Titulaire, les locaux définis à l'article 2 de la présente convention à titre gracieux, comprenant la fourniture d'électricité, d'eau, le chauffage, le nettoyage et le gardiennage.

En cas d'utilisation des restaurants d'entreprise du CEA/DIF, par le personnel du Titulaire, celui-ci règle ses repas directement au restaurateur, au tarif "entreprise extérieure" catégorie E.

Les communications téléphoniques internes au CEA/DIF sont à la charge du CEA/DIF.

Les communications extérieures pourront lui être refacturées au prix unitaire de l'impulsion téléphonique facturée au CEA/DIF par l'opérateur téléphonique du CEA/DIF. Les factures seront établies en Euro.

Les relevés des communications sont tenus à la disposition du Titulaire et peuvent lui être transmis sur simple demande auprès du STL pendant une période de deux mois suivant leurs dates d'émission.

#### **ARTICLE 5 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

##### **5.1 Responsabilité civile du Titulaire**

###### ***5.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris***

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par la Société, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes de l'accord-cadre, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

###### ***5.1.2 Responsabilité civile non nucléaire***

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de la Convention, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

## **5.2 Assurances du CEA**

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de la Convention à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

## **5.3 Assurances du Titulaire**

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

**ARTICLE 6 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

Liste des locaux et lignes téléphoniques mis à disposition de la société **XXX** :

Bâtiment	Pièces	Type de locaux	Téléphones
A définir lors de la réunion de lancement			

**ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION**

Cette convention court à compter de la date de prise d'effet du présent accord-cadre, pour la durée de ce dernier.

Elle sera résiliée de fait, en cas de résiliation dudit accord-cadre.

**ANNEXE 6- FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX**N° de Fiche : ..... Indice : .....Fiche créée le : .....Demandeur de la modification : .....N° accord-cadre + n° commande subséquente : ..... Fournisseur :  
.....Objet : .....

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION <sup>2</sup> :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

CEAMAITRE D'OEUVREFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

<sup>2</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

**ANNEXE 7 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

**Accord-cadre/Commande subséquente n° .....** **Lot/phase/période : .....**

**Rejet (réception refusée) :**

**le     /     /**

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

**le     /     /**

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

**le     /     /**

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du CEA</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

Pour le Titulaire
<p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>